

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 41 (1994)
Heft: 4: <http://www.youtube.com/watch?v=D5E5TjkDvU0>

Rubrik: Voix Suisse romande

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

E *dito romand*

Vivement la réforme

Stop à la déraison!

Chacun se souvient de la simplicité et de l'authenticité des JO de Lillehammer. C'est ce cadre là qu'avait choisi S.E. Juan A. Samaranch, président du CIO, pour lancer un vibrant appel à la raison adressé aux belligérants de l'ex-Yougoslavie.

Bien qu'on puisse s'interroger sur la portée réelle d'un tel message de paix, il n'en a pas moins frappé l'imagination et obtenu un retentissement considérable.

C'est dans un autre style et dans le sens de la déraison cette fois, que certains politiciens lancent des appels à l'économie tout aussi vibrant. A force de répéter que le social est de loin plus important, parce que mesurable, que la protection de la population contre des risques hypothétiques de catastrophes ou de conflits, on va finir par le croire.

Il est vrai qu'il est facile de démontrer que la catastrophe est difficilement mesurable, en tout cas de manière significative. De par sa nature accidentelle même, elle ne peut objectivement être comparée avec le chômage, par exemple, dont on sait qu'il représente quelque 7% de la population active.

C'est ce type de raisonnement qui nous conduit droit à la catastrophe car, en matière de protection, nous avons besoin de l'ensemble de l'arsenal à disposition soit: aussi bien de celle d'une bonne couverture sociale que de l'aide d'une protection civile efficace.

La couverture sociale se prépare par une contribution de l'ensemble des salariés et des employeurs; celle da la protection par la formation et l'entraînement de ses moyens d'intervention.

La responsabilité des gouvernements est considérable, entre autres, elle consiste à prévoir l'imprévisible.

Donc, stop aux coupes budgétaires irraisonnées. Il en va de la sécurité du pays.

René Mathey

Lausanne: rapport de l'OPC

Parmi les invités, on reconnaissait Pierre Tillmanns, municipal, directeur de la sécurité sociale et de l'environnement, Marcel Gorgé, préfet du district Lausanne, Dominique Raymond, vice-président du Conseil communal, Edith Bonvin, conseillère communale, Michel Buttin, chef du service cantonal de PCi, Jean-François Cachin, cdt du feu. Plus d'une centaine de cadres de l'OPC lausannois participait au rapport.

RENÉ MATHEY

C'est le thème choisi par Jean-Claude Siggen, chef du service de PCi lausannois et CL dans son message de bienvenue. En effet, il s'est déclaré impatient de se trouver en 1995 pour entreprendre les changements prévus.

J.-C. Siggen en profite pour rompre une lance contre ceux qui dénigrent à tort et à travers tout ce qui a été fait. «Il y a les politiciens qui prennent la réforme pour prétexte pour freiner ou bloquer toutes activités parce qu'il faut attendre, parce que tout va changer. Il y a aussi les astreints qui s'étonnent pour ne pas dire plus, de devoir encore faire du service, estimant que nous n'avons plus le droit de les convoquer...»

Quant à Pierre Tillmanns, il s'est déclaré enchanté de l'activité déployée par la PCi lausannoise, tout en étant conscient que les personnes en charge de la mission à accomplir n'ont pas toujours les moyens de le faire. Pour expliquer cette timidité des moyens, Pierre Tillmanns met en avant: les réticences d'une partie de la population et surtout celles du Conseil communal. Le tout trouvant son origine dans la



Plus de 180 personnes (invités et cadres de l'OPC) ont participé au rapport annuel de la PCi lausannoise.



Jean-Claude Siggen, CL: «... Il y a les politiciens qui prennent la réforme pour prétexte pour freiner ou bloquer toutes activités...»



Pierre Tillmanns, municipal: «La priorité des autorités va aux difficultés directement mesurables des citoyens...»

PHOTOS: RM-INFO, PULLY

situation de précarité des finances publiques. Ceci explique que la priorité des Autorités va aux difficultés directement mesurables des citoyens, c'est-à-dire au chômage et à la pauvreté.

Budget minimum

Dans son rapport annuel, Jean-Claude Siggen relève le fait que la Commission des finances a exigé une réduction des charges de Fr. 300 000, la suppression de 5000 jours de services, le report de travaux d'entretien ainsi que l'annulation d'une bonne partie des exercices.

Pour Siggen, la réduction du budget des cours constitue un affaiblissement incontestable de la valeur de la formation dispensée. En clair, cela se traduit aussi par un affaiblissement de la capacité d'intervention, ce qui est bien évidemment le plus dommageable.

Du côté des constructions

Des 1941 nouvelles places protégées réalisées en 1993, dont les 747 de l'abri public de l'Ecole hôtelière, seules 1528 ont pu être attribuées à la protection de la population.

Actuellement, le taux de couverture de la population se situe à 77,7%. Légère amélioration de ce côté. Quelques projets sont encore à l'étude ou font l'objet de tractations.

Quant aux ouvrages pour l'organisme local, deux constructions ont pu être mises en service et rendues opérationnelles: un poste sanitaire au Petit Flon et un autre combiné avec un poste d'attente au Coteau Fleuri.

A propos, plusieurs ouvrages servent de logement pour des tiers. Ceux-ci auront servi à 20 reprises et totalisent quelque 3396 nuitées.

Le CIR (centre d'instruction lausannois) a également été utilisé par plusieurs entreprises et administrations pour les besoins de l'instruction de leur personnel à la lutte contre le feu.

Opération Saltina

Le rapport s'est terminé par un exposé du chef de détachement, responsable de l'engagement de la PCi lausannoise à Brigue, qui a vu 43 lausannois répartis en 3 sections intervenir pendant cinq jours.

Un film vidéo a permis aux invités et aux cadres de l'OPC de se rendre compte des dégâts causés par les intempéries du 24 septembre 1993, et des conditions de travail du détachement d'intervention. □

Un brin d'histoire

L'AIRPC fête ses vingt ans

rm. L'Association romande des instructeurs romands (AIRPC) va fêter, courant mai ses vingt ans d'existence. Son président, André Christ, fait le point de la situation.

L'AIRPC a été fondée le 27 avril 1974. Durant ces vingt ans, ses activités ont été multiples, avec un accent particulier sur le développement des connaissances techniques et l'entretien d'une saine camaraderie. Deux voyages d'études ont été organisés; le premier en 1985 en France, le second en 1989 en Suède. Pour son vingtième anniversaire, l'AIRPC se rendra en Italie, plus exactement à Gênes, où un exercice d'intervention des sapeurs-pompiers a été organisé du côté des installations portuaires; ensuite direction Parme/Collechio. Dans ses deux villes, le consul de Suisse recevra officiellement l'AIRPC.

Ce voyage sera précédé de l'Assemblée générale qui se tiendra le samedi 11 juin 1994 à Rivera, au centre d'instruction de la PCi tessinoise.

Quant à l'effectif, il est actuellement de 276 membres, dont 87 instructeurs professionnels et 90 non professionnels en activité. Disons aussi qu'une association poursuivant des buts similaires s'est créée en Suisse alémanique.

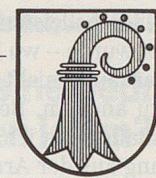
Vers une nouvelle orientation

Selon André Christ, il est temps de réorienter les activités de l'AIRPC. Avec les mutations de tous ordres intervenues ces dernières années, les membres se sont rendus compte que les activités déployées jusqu'à maintenant ne les satisfaisaient plus.

Face à cette situation, le Comité a développé un nouveau concept de perfectionnement des instructeurs professionnels et non professionnels. Celui-ci devrait s'inscrire dans une collaboration plus active avec les cantons sous la forme de cours et d'exercices intercantonaux.

Pour l'AIRPC, si l'on connaît les besoins des instructeurs professionnels, ceux des non professionnels sont plus diffus. Raison pour laquelle le perfectionnement sera axé, pour cette dernière catégorie, dans le cadre d'activité de type local. Par exemple, l'AIRPC verrait l'instructeur à titre accessoire s'intégrer de plus en plus dans le cadre de la préparation d'exercices au niveau communal.

Un autre volet serait de pouvoir être intégré comme organe de consultation de la confédération pour les problèmes de protection civile. □



BASEL-LAND

Baselbieter Bundesparlamentarier äussern sich zum Zivilschutz

Die bundesrätliche Reform greift zu kurz

Der Basellandschaftliche Zivilschutzverband feiert heuer sein 25-Jahr-Jubiläum. Grund genug, um einmal von den eigenen Bundesparlamentariern zu erfahren, wie sie sich zum Zivilschutz stellen. Bei welchem Baselbieter Volksvertreter könnten die Zivilschützer am ehesten Gehör finden für ihre Anliegen?

EUGEN SCHWARZ

Konfrontiert wurden sie mit der Frage: «Wie stellen Sie sich zum Zivilschutz, und welche Bedeutung messen Sie ihm bei?» Die Antworten lassen zumindest die Hoffnung aufkommen, dass der Zivilschutz bei den Baselbieter Volksvertretern doch höher eingeschätzt wird, als dies manche wahrhaben wollen. Dies bestätigt auch die Ausnahme von der Regel.

Nationalrätin Angeline Fankhauser, SP, Binningen

Die Neuorientierung weiter entwickeln. Lernen, sich mit Risiken auseinanderzusetzen, das heißt Risiken erkennen, Gefahr abschätzen können. Lernen, wie man den Mitmenschen und sich selber im Katastrophenfall helfen kann: So lässt sich der Artikel 2 des revidierten Zivilschutzgesetzes umschreiben. Eine Neuorientierung findet statt. Ich wünsche mir eine Entwicklung des Zivilschutzes hin zum verbindlichen Gemeinschaftsdienst, für ein solidarisches Handeln in Katastrophen- und anderen Notfällen.

Nationalrat Theo Meyer, SP, Muttenz

Ich war nie ein begeisterter Zivilschützer, vor allem nicht für die Form, wie er in den letzten Jahrzehnten betrieben worden ist. Zwar sehe ich eine Organisation für den Katastrophenfall durchaus als notwendig an, war ich doch als Sanitätskorporal bei der Infanterie vertraut mit solchen Szenarien. Hingegen war der Leerlauf, wie er